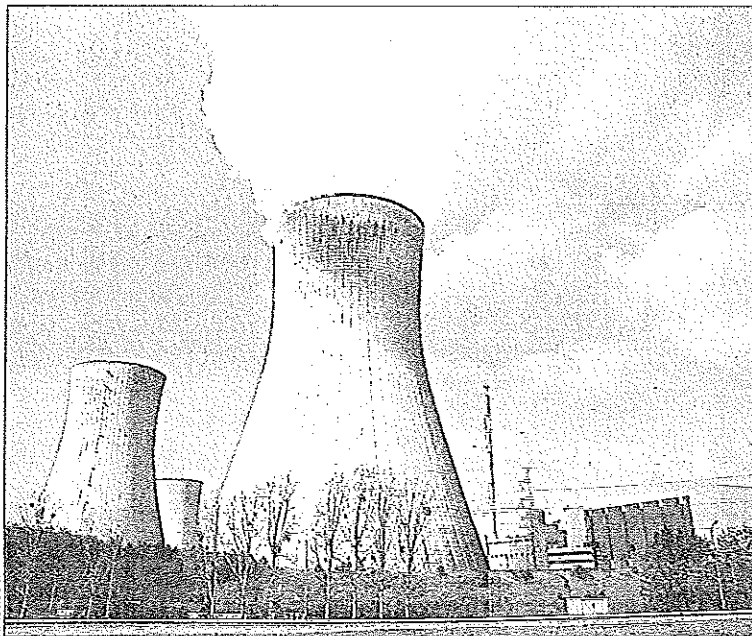


LE NUCLÉAIRE EN QUESTIONS

« IL FAUT ADAPTER NOTRE INGÉNIERIE SOCIALE À NOTRE INGÉNIERIE TECHNOLOGIQUE » : AINSI S'EST CONCLU, EN FIN OUVRETE, LE COLLOQUE ÉLECTROPOLE "TIHANGE, VINGT ANS, ET APRÈS ?"

Pascal Durand



À l'occasion du vingtième anniversaire de la centrale de Tihange, Électropole, asbl liégeoise destinée à dynamiser la recherche, la formation et le développement dans le secteur de l'électricité, a organisé à la mi-mars un colloque sur les enjeux du nucléaire.

L'histoire ralentit parfois, elle ne recule jamais. Et cela vaut, par excellence, en matière de technologie dans les rapports vertébraux que celle-ci entretient avec l'ensemble de la société. À l'occasion du vingtième anniversaire de la centrale de Tihange, un colloque et une table ronde ont rassemblé, le 13 mars dernier au Palais des Congrès de Liège, à l'initiative de l'association Électropole, 250 auditeurs à l'écoute de professionnels de l'électricité, de représentants des organismes compétents et de différents experts ULg autour des enjeux techniques, économiques et sociaux de l'énergie nucléaire. Pour qu'en ce domaine sensible, l'information aide à dissiper certaines inquiétudes mal orientées.

Sachant que la moitié de l'électricité consommée en Belgique est d'origine nucléaire, le vingtième anniversaire de Tihange 1 représentait une double occasion à ne pas manquer. D'une part, celle de dresser le bilan de deux décennies de fonctionnement de la centrale et d'ouvrir, au-delà, un débat sur la place et les enjeux du nucléaire dans le contexte énergétique global. Et d'autre part, pour l'association liégeoise Électropole — dont celle-ci était la première journée d'information — d'assurer l'une des missions qu'elle s'est fixée. Portée sur les fonds baptismaux l'automne dernier par le vice-recteur Willy Legros, qui en assume la présidence, Électropole — qui fédère les professionnels de l'électricité toutes catégories confondues : fabricants, producteurs/diffuseurs, chercheurs, enseignants — entend notamment, en effet, alimenter la réflexion du public sur une énergie, l'électricité, qui ne constitue pas seulement une ressource parmi d'autres, mais une véritable valeur structurante de notre société moderne.

Rien d'étonnant dès lors si la journée d'études organisée au Palais des Congrès — en guise, également, d'ouverture à l'exposition ONDRAF* consacrée jusqu'au 20 mars, au même endroit, aux déchets nucléaires — a réuni autour de la question du nucléaire, dans l'esprit même qui anime l'association liégeoise, des intervenants très divers. Ainsi ne relevait-on pas seulement, au programme de cette journée placée sous la présidence de Philippe Mathieu (chargé de cours ULg en génie nucléaire), des professionnels de la production — comme Roger Jacquet, directeur d'Électrabel pour

la zone nucléaire de Tihange — et des représentants des autorités compétentes, tels Rainer Simon, de la Commission européenne, ou Fred Decamps, directeur général de l'ONDRAF, mais aussi plusieurs experts universitaires, tant dans le domaine spécifique concerné — comme Claude Vandenberg, chargé de faire le point sur "La sûreté des centrales nucléaires" — que dans ceux de la géographie économique (Bernadette Mérenne-Schoumaker), de l'environnement (Jean de Graeve et Jean-Pierre Thome) ou encore de l'histoire des sciences et des techniques (Robert Halleux).

EXPLIQUER SANS SIMPLIFIER

Cette diversité des intervenants et des secteurs d'intervention s'imposait, le nucléaire mobilisant en sens divers l'attention des décideurs et des experts, qu'il s'agisse de la problématique de la gestion

de ses déchets à court et à long terme, du démantèlement des centrales obsolètes ou encore de ses retombées de tous ordres : économiques, écologiques ou... dans l'esprit du grand public dont il alimente et cristallise bien des craintes. Comme nous l'a souligné W. Legros, « le but de cette journée était d'expliquer d'une façon scientifique, objective, la situation et les implications de l'énergie nucléaire dans un contexte local et international, de mettre à plat les problématiques qui s'y lient, dans toute leur complexité ».

C'est à quoi notamment s'est attachée B. Mérenne-Schoumaker, professeur de géographie économique à l'ULg, qui a ouvert la conférence en resituant les problématiques de l'énergie en Belgique dans le contexte international. Dans tous les pays industrialisés, a-t-elle expliqué, l'essor de la croissance a déterminé une aug-

mentation de la production électrique et, dans nombre d'entre eux aujourd'hui, dont le nôtre, l'impératif est désormais celui d'une rationalisation de la consommation et d'un renoncement au tout-nucléaire. Rappelant les décisions qui, depuis les années quatre-vingt, encouragent le développement des "centrales TGV" (turbines gaz vapeur), elle devait notamment porter l'accent sur le fait que si « le nucléaire a été un passage obligé de notre politique de l'énergie, il n'est pas pour autant un choix unique et obligé pour le futur ». Encore ne faudrait-il pas, relève de son côté W. Legros, qu'au moment où de grands pays en développement comme la Chine ou l'Inde se préparent à investir dans la filière nucléaire, « nous oublions trop vite que notre avenir se passe désormais au niveau mondial et que notre savoir-faire en la matière est une importante ressource exportable... ».

LE NUCLÉAIRE : BIEN PLUS QUE LE NUCLÉAIRE

Expliquer sans simplifier, tracer des perspectives d'avenir, mais aussi mettre à plat les enjeux sans fermer l'écoute à ceux qui redoutent les dégâts causés à l'environnement, tel était le triple mot d'ordre de cette journée placée de part en part sous le signe du dialogue dépassionné. Le point de vue des experts, à cet égard, aura sans doute contribué à apaiser certaines inquiétudes peu justifiées ou du moins, en s'exprimant hors de tout parti-pris, à dégager les conditions d'une plus juste appréhension des risques écologiques induits par la filière nucléaire. Car, comme l'explique W. Legros, « si le nucléaire a représenté, dans les années soixante, un pari technologique qui a été gagné, restait à faire valoir auprès du public, les techniciens et les scientifiques qui en ont maîtrisé la démarche ont été également les premiers à mettre en œuvre les moyens d'une limitation des effets indésirables qu'occasionne toute grande avancée technologique ». Et cela, précise-t-il, « à la différence des charbonniers, par exemple, qui n'ont pas fait la même preuve, c'est le moins que l'on puisse dire, d'une véritable morale scientifique... ».

Dans le même sens, Robert Halleux, professeur au Centre d'histoire des sciences et des techniques (ULg) auquel est revenu le soin de synthétiser les débats en fin de journée, a plaidé pour qu'on replace le nucléaire dans le cadre général des grandes mutations technologiques, qui toutes ont alimenté fantasmes et tentations de repli. « Le nucléaire, a-t-il expliqué en substance, c'est plus que le nucléaire : un changement techno-sociologique équivalent à ce qu'a représenté au XIX^e siècle la Révolution industrielle, avec la mise en place, aujourd'hui, d'un nouveau système axé sur de nouvelles énergies et de nouveaux matériaux, sur les biotechnologies et l'informatique, et qui exerce déjà de profondes forces de transformations aussi bien sur le rapport homme/environnement que sur les relations sociales et dans l'ordre du savoir. » La conclusion de R. Halleux, sous cet égard, est particulièrement nette : « S'opposer ou faire un moratoire ne sert à rien : il faut d'une part cultiver un devoir de prudence et surtout, d'autre part, adapter notre ingénierie sociale à l'ingénierie technologique. » Sans qu'il les retours de manivelle ou les sorties de l'histoire risquent d'être brutaux, tant du point de vue social qu'économique... ■

* Organisation nationale des déchets nucléaires et des matières fissiles utilisées.